

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la coopération franco-allemande en matière d'économie numérique, l'Union européenne et la crise migratoire et sur la situation en Syrie, à Berlin le 13 décembre 2016.

Merci Angela. Je viens donc pour cette conférence franco-allemande sur le numérique, dont c'est la deuxième édition. Nous avons pris, la Chancelière et moi-même, l'initiative de faire que nous puissions mener ensemble des actions en matière de numérique, rapprocher nos entreprises, contribuer à les financer, faire en sorte que nous puissions créer une forme d'écosystème entre l'Allemagne et la France sur le numérique. Nous sommes maintenant dans une traduction très concrète.

Ce que nous faisons à l'échelle de nos deux pays, nous allons le proposer aussi au plan européen, c'est-à-dire réguler un marché, un marché qui doit être unique, sur le plan du numérique et faire en sorte que nous puissions constituer des leaders, à l'échelle mondiale, pour prendre toute notre place dans cette nouvelle révolution économique.

Nous voulons également qu'il puisse y avoir, sur les grandes plateformes numériques, un certain nombre de contrôles et qu'il puisse y avoir aussi une fiscalité qui concerne toutes les activités qui sont faites en Europe et qui doivent être donc taxées en Europe.

Nous avons voulu également, avec la Chancelière, que le Conseil européen puisse être préparé. Nous avons toujours cette même méthode de nous voir avant chaque Conseil européen pour faire en sorte qu'il puisse produire des conclusions. Lesquelles ?

Comme l'a dit Angela MERKEL, ce que les Français, comme les Allemands veulent -comme tous les Européens- c'est qu'il y ait à la fois de la protection et du progrès.

De la protection, cela suppose que les frontières puissent être protégées et, là encore, il y a eu un certain nombre d'avancées : les garde-frontières, les garde-côtes sont maintenant en place. Il y a un système qui doit encore être amélioré pour accueillir les réfugiés et reconduire les migrants qui n'ont pas vocation à venir en Europe. Nous avons aussi une coopération qui doit être exemplaire en matière de sécurité. Là aussi, ce que peut faire le Conseil européen, c'est de prolonger et de poursuivre ce que nous avons nous-mêmes décidé.

Si nous voulons lutter contre l'immigration, il faut aller au cur-même des causes qui provoquent cette migration. C'est ce qui va justifier un plan sur l'Afrique, qui doit maintenant être pleinement exécuté. C'est ce que nous avons décidé à la Valette et qui doit se traduire dans un certain nombre d'investissements. La Chancelière est d'ailleurs allée au Niger, c'était très important qu'il puisse y avoir cette coopération nouvelle entre l'Europe et l'Afrique. J'aurai moi-même l'occasion de participer à un Sommet entre la France et l'Afrique au début du mois de janvier et j'aurai à mettre aussi en évidence ce que l'Europe peut faire pour l'investissement dans ces pays.

Nous avons voulu que le Conseil européen puisse être consacré à la défense. Là encore, toujours la même méthode, nous l'avons préparé ensemble avec nos ministres de la Défense, puis proposé à nos partenaires. Il doit y avoir là encore des décisions concrètes, notamment pour mettre en place une capacité permanente de conduite d'opérations, militaires et civiles et aller vers la création d'un fonds européen qui apporte des financements pour la recherche et pour des

projets en matière d'industrie de défense. Enfin que nous puissions soutenir les pays africains, qui font face au terrorisme et que nous puissions leur apporter des formations, de l'encadrement et du matériel pour assurer leur propre sécurité.

Au Conseil européen il y aura aussi la volonté de traiter de la feuille de route de Bratislava qui, je le rappelle, a aussi un volet de croissance, d'emploi, de soutien aux mesures en faveur de la jeunesse.

Nous aurons une discussion sur le Brexit, mais là aussi la France et l'Allemagne sont tout à fait au clair sur les principes qui doivent être ceux de la négociation, de manière à ce qu'il n'y ait aucune ambiguïté lorsqu'elle s'ouvrira.

Je termine sur les deux sujets internationaux qui ont pour nous une importance très grande parce que c'est aussi notre propre sécurité mais c'est surtout notre propre conception du droit.

Il s'agit de l'Ukraine, où nous devons continuer à faire appliquer les accords de Minsk. Et dès lors qu'ils ne le sont pas, nous devons poursuivre le système des sanctions, même si ce n'est pas la formule qui devrait être permanente. Mais dès lors qu'il n'y a pas d'effort, qu'il n'y a pas de progrès, qu'il y a toujours les mêmes blocages, je suis favorable, comme la Chancelière à ce que les sanctions puissent être prolongées.

Le second sujet c'est la Syrie. Le Conseil de sécurité, dont la France est membre permanent, est bloqué parce que les Russes ont apposé leur veto. Nous avons une situation humanitaire qui est inacceptable. Il y a 120 000 personnes qui sont retenues en otage, il n'y a pas d'autre mot, qui sont victimes de bombardements, qui sont victimes de répression et risquent même pour leur propre vie s'ils cherchent à sortir de la ville d'Alep.

Hier j'ai reçu non seulement les représentants de l'opposition modérée, mais surtout toutes les organisations humanitaires qui travaillent encore à Alep ou dans d'autres villes assiégées.

Le message est donc le nôtre et il est simple : nous sommes d'accord pour tout faire pour permettre l'évacuation de la population sans risque de répression.

Il faut également permettre l'accès de l'aide humanitaire donc des couloirs doivent être protégés. C'est ce que nous allons nous efforcer de faire auprès des Turcs et surtout des Russes, puisque ce sont eux qui ont la possibilité de faire pression sur le régime -même si je ne confonds plus le régime et les Russes. Néanmoins il est clair que sans les Russes, il n'y a pas de régime syrien qui puisse mener des opérations. Des opérations militaires, on le voit, donc des opérations humanitaires.

Les Russes seront responsables d'une situation qu'ils ont contribué à créer s'ils ne font rien pour permettre l'accès de l'aide humanitaire.

Enfin, il faut permettre qu'il y ait des infrastructures de santé qui puissent être protégées. Il n'y en a plus au centre d'Alep, il y en a encore à l'extérieur et nous devons faire en sorte que ces centres sanitaires, que ces établissements, ces infrastructures de santé puissent être protégés autant qu'il est possible.

Il y a donc une urgence humanitaire, il y a un ultimatum humanitaire que nous devons ici prononcer parce que ce sont des vies qui sont en cause, des dizaines de milliers de personnes qui sont retenues et c'est notre devoir d'agir.

Nous avons trop tardé pour le faire sur le plan politique, même si la France comme l'Allemagne a toujours été à l'initiative, mais là il faut agir sur le plan humanitaire.

Vous savez combien j'ai regretté que nous n'ayons pas eu, lorsque les armes chimiques ont été utilisées, la réponse qui était attendue de la communauté internationale, mais aujourd'hui c'est une situation qui est encore plus grave puisque ce sont des dizaines de milliers de personnes qui sont en cause. Nous allons donc agir, nous devons agir et nous agirons.